

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 mei 2009 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de procedures voor de erkenning, de vervroegde intrekking van de erkenning, en voor de schorsing of de beëindiging van de financiering van de bronnencentra voor de overdracht van de herinnering en de gelabelde centra voor de overdracht van de herinnering bedoeld in het decreet van 13 maart 2009 betreffende de overdracht van de herinnering aan misdaden van genocide, misdaden tegen de menselijkheid, oorlogsmisdaden en verzetsdaden of bewegingen die verzet boden tegen de regimes die deze misdaden hebben veroorzaakt, zoals gewijzigd bij de besluiten van 10 september 2009 en 2 augustus 2018;

Overwegende de oproep tot kandidaatstelling die bekendgemaakt werd in het *Belgisch Staatsblad* van 6 december 2019 en op de websites van de Franse Gemeenschap, de Raad voor de overdracht van de herinnering en de Dienst voor de pedagogische coördinatie "Democratie of barbarij", hierna "Dob" genoemd;

Overwegende de kandidatuur van de rechtspersoon genaamd *Fondation Auschwitz* ingediend op 20 januari 2020;

Overwegende de verificatie door Dob van de ontvankelijkheid van het dossier, het bezoek van Dob en zijn verslag aan de Raad over de overdracht van de herinnering, zoals bepaald in artikel 11, § 4, van het decreet;

Overwegende het met redenen omklede voorstel van de Raad voor de overdracht van de herinnering van 24 februari 2020;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De *Fondation Auschwitz*, gevestigd in de Rue aux Laines 17 bte 50 te 1000 Brussel, wordt voor een periode van vijf jaar beginnend op 1 januari 2020 erkend als Broncentrum voor de overdracht van de herinnering in de zin van artikel 11 van het decreet van 13 maart 2009 betreffende de overdracht van de herinnering aan misdaden van genocide, misdaden tegen de menselijkheid, oorlogsmisdaden en verzetsdaden of bewegingen die verzet boden tegen de regimes die deze misdaden hebben veroorzaakt.

Art. 2. De minister-President is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 juli 2020.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/203028]

25 JUIJN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux incitants visant des équipements réduisant la consommation d'énergie et les émissions sonores d'un véhicule pour l'année budgétaire 2020

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, l'article 58, alinéa 1^{er} ;

Vu le décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020, programme 18.02, inscrit à l'article 44;

Vu le rapport du 4 février 2020 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 mars 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 avril 2020;

Vu l'avis 67.351/4 du Conseil d'Etat, donné le 3 juin 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2019 relatif aux incitants visant des équipements réduisant la consommation d'énergie et les émissions sonores d'un véhicule pour l'année budgétaire 2019, portant sur le même objet que le présent arrêté, a pour base légale le décret du 30 novembre 2018 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2019;

Que cette base légale n'était valable qu'une année;

Que le Gouvernement a décidé de poursuivre la mesure d'aide relative aux incitants visant des équipements réduisant la consommation d'énergie et les émissions sonores d'un véhicule;

Que la rétroactivité des actes administratifs est admise dès lors qu'elle est nécessaire à la continuité du service public et la régularisation d'une situation de fait ou de droit pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels;

Considérant qu'une nouvelle base légale est nécessaire et que celle-ci a été établie par l'article 44 du décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020;

Que, au vu de ce qui précède, il est opportun que la réglementation wallonne rétroagisse au 1^{er} janvier 2020;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o l'entreprise : la personne physique ou morale possédant un véhicule pour lequel la taxe de circulation est due en Région wallonne;

2^o le siège d'exploitation : l'unité d'établissement visée à l'article I. 2., 16^o, du Code de droit économique;

3^o le véhicule : le véhicule à moteur, l'ensemble de véhicules articulés ou remorque et prévu ou utilisé, soit partiellement, soit exclusivement, pour le transport par route de marchandises, et dont la masse maximale autorisée est de plus de 3,5 tonnes, à l'exclusion du véhicule à moteur, de l'ensemble de véhicules articulés ou remorque, utilisé de manière limitée sur la voie publique;

4^o le Ministre : le ministre qui a l'économie dans ses attributions;

5^o l'Administration : le Service Public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche.

Art. 2. § 1^{er}. Le Ministre ou son délégué peut octroyer une prime, dans les limites budgétaires spécifiques fixées annuellement, conformément au règlement (UE) n^o 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, à l'entreprise qui :

1^o possède au moins un siège d'exploitation en Région wallonne;

2^o installe un équipement réduisant la consommation d'énergie ou les émissions sonores sur un véhicule;

3^o n'a pas bénéficié d'incitants en vertu du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie ou du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, pour le même équipement;

4^o atteste, par une déclaration sur l'honneur du responsable de l'entreprise, qu'elle est en règle avec les législations et réglementations fiscales et sociales ou qui s'engage à se mettre en règle dans les délais fixés par l'Administration.

En ce qui concerne le 4^o, l'Administration peut, le cas échéant, demander à l'entreprise de produire les documents et preuves nécessaires.

§ 2. Le Ministre précise les équipements, visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, par véhicule, ainsi que le montant de la prime correspondant.

Le montant maximum de la prime est limité à 5.000 euros par véhicule et à 15.000 euros par entreprise.

L'entreprise bénéficie d'une prime par véhicule.

Art. 3. § 1^{er}. L'entreprise demande la prime, visée à l'article 2, auprès de l'Administration, sur base d'un formulaire type que l'Administration détermine.

§ 2. La demande de prime est introduite dans les trois mois à compter de la date de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* ou dans les trois mois à compter de la dernière facture relative à l'équipement, visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o.

Les factures sont émises entre le 1^{er} août 2019 et le 31 juillet 2020.

L'entreprise introduit une seule demande de prime par véhicule. Une demande de prime peut néanmoins porter sur un ou plusieurs véhicules.

§ 3. L'entreprise qui demande la prime visée à l'article 2 transmet à l'Administration :

1^o par une déclaration sur l'honneur du responsable de l'entreprise, une liste reprenant les aides de minimis perçues au cours des deux derniers exercices fiscaux et de l'exercice fiscal en cours;

2^o la preuve de l'installation et du paiement de l'équipement visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o.

§ 4. L'Administration liquide la prime visée à l'article 2 en une tranche lorsque l'entreprise lui apporte la preuve de l'installation et du paiement de l'équipement visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2020.

Art. 5. Le Ministre qui a l'économie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 juin 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2020/203028]

25. JUNI 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung über Anreize für Ausrüstungen zur Verringerung des Energieverbrauchs und der Geräuschemissionen eines Fahrzeugs für das Haushaltsjahr 2020

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, Artikel 58 Absatz 1;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2019 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2020, Programm 18.02 in Artikel 44;

Aufgrund des Berichts vom 4. Februar 2020, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 10. März 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 30. April 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 3. Juni 2020 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 67.351/4;

In der Erwägung, dass die Rechtsgrundlage für den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. März 2019 über die Anreize für Ausrüstungen zur Verringerung des Energieverbrauchs und der Geräuschemissionen eines Fahrzeugs für das Haushaltsjahr 2019, der dieselbe Angelegenheit wie der vorliegende Erlass abdeckt, das Dekret vom 30. November 2018 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2019 ist;

Dass diese Rechtsgrundlage nur für ein Jahr galt;

Dass die Regierung beschlossen hat, die Beihilfemaßnahme bezüglich der Anreize für Ausrüstungen zur Verringerung des Energieverbrauchs und der Geräuschemissionen eines Fahrzeugs weiter durchzuführen;

Dass die Rückwirkung von Verwaltungsakten zulässig ist, sofern sie für die Kontinuität des öffentlichen Dienstes und die Regularisierung einer Sach- oder Rechtslage erforderlich ist, unter der Voraussetzung, dass sie die Anforderungen der Rechtssicherheit und die individuellen Rechte beachtet;

In der Erwägung, dass eine neue Rechtsgrundlage erforderlich ist und dass diese durch Artikel 44 des Dekrets vom 19. Dezember 2019 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2020 festgelegt worden ist;

In der Erwägung, dass es angesichts der vorstehenden Ausführungen zweckmäßig ist, dass die wallonische Regelung auf den 1. Januar 2020 zurückwirkt;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Unternehmen: die natürliche oder juristische Person, die Eigentümer eines Fahrzeugs ist, für das in der Wallonischen Region eine Verkehrssteuer zu zahlen ist;

2° Betriebssitz: die Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2. Ziffer 16 des Wirtschaftsgesetzbuches;

3° Fahrzeug: Motorfahrzeuge, Kombinationen von Gelenkfahrzeugen oder Anhänger, die entweder teilweise oder ausschließlich für die Beförderung von Gütern auf der Straße vorgesehen sind oder benutzt werden und deren höchstzulässiges Gesamtgewicht mehr als 3,5 Tonnen beträgt, mit Ausnahme der Motorfahrzeuge, Kombinationen von Gelenkfahrzeugen oder Anhänger, die auf der öffentlichen Straße nur in begrenztem Maße benutzt werden;

4° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

5° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung, Forschung.

Art. 2 - § 1. Der Minister oder dessen Beauftragter kann im Rahmen von jährlich festgelegten spezifischen Begrenzungen der Haushaltsmittel gemäß der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen demjenigen Unternehmen eine Prämie gewähren, das:

1° mindestens einen Betriebssitz in der Wallonischen Region besitzt;

2° eine Ausrüstung zur Verringerung des Energieverbrauchs oder der Geräuschemissionen an einem Fahrzeug installiert;

3° keine Anreize aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, oder des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe für dieselbe Ausrüstung in Anspruch genommen hat;

4° durch eine ehrenwörtliche Erklärung des Unternehmensleiters bescheinigt, dass es nicht gegen die steuerlichen und sozialen Gesetzgebungen und Regelungen verstößt, oder sich verpflichtet, sich innerhalb der von der Verwaltung festgelegten Fristen mit diesen in Einklang zu bringen.

Was Ziffer 4 betreft, kann die Verwaltung gegebenenfalls das Unternehmen auffordern, die notwendigen Dokumente und Belege vorzulegen.

§ 2. Der Minister gibt die in Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 erwähnten Ausrüstungen je Fahrzeug sowie den entsprechenden Prämienbetrag näher an.

Der Höchstbetrag der Prämie wird jedoch auf 5.000 Euro pro Fahrzeug und auf 15.000 Euro pro Unternehmen beschränkt.

Das Unternehmen hat Anspruch auf eine Prämie pro Fahrzeug.

Art. 3 - § 1. Das Unternehmen beantragt die in Artikel 2 erwähnte Prämie bei der Verwaltung mittels eines von der Verwaltung bestimmten Musterformulars.

§ 2. Der Prämienantrag wird innerhalb von drei Monaten ab dem Datum der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* oder innerhalb von drei Monaten ab der letzten Rechnung für die in Artikel 2 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 erwähnte Ausrüstung eingereicht.

Die Rechnungen sind zwischen dem 1. August 2019 und dem 31. Juli 2020 ausgestellt worden.

Das Unternehmen reicht einen einzigen Prämienantrag pro Fahrzeug ein. Ein Prämienantrag darf jedoch ein oder mehrere Fahrzeuge betreffen.

§ 3. Das Unternehmen, das die in Artikel 2 erwähnte Prämie beantragt, übermittelt der Verwaltung:

1° durch eine ehrenwörtliche Erklärung des Unternehmensleiters eine Liste mit den De-minimis-Beihilfen, die im Laufe der letzten zwei Steuerjahre und des laufenden Steuerjahres bezogen wurden;

2° den Nachweis der Installation und der Zahlung der in Artikel 2 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 erwähnten Ausrüstung.

§ 4. Die Verwaltung zahlt die in Artikel 2 erwähnte Prämie in einer Tranche aus, wenn das Unternehmen ihr den Nachweis der Installation und der Zahlung der in Artikel 2 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 erwähnten Ausrüstung erbringt.

Art. 4 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2020 wirksam.

Art. 5 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. Juni 2020

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2020/203028]

25 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de incentives ter bevordering van uitrustingen die het energieverbruik en de geluidsemissies van een voertuig verminderen voor het begrotingsjaar 2020

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, artikel 58 lid 1;

Gelet op het decreet van 19 december 2019 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020, programma 18.02, opgenomen in artikel 44;

Gelet op het rapport van 4 februari 2020 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 maart 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 april 2020;

Gelet op het advies 67.351/4 van de Raad van State, gegeven op 3 juni 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2019 betreffende de incentives ter bevordering van uitrustingen die het energieverbruik en de geluidsemissies van een voertuig verminderen voor het begrotingsjaar 2019, dat inhoudelijk hetzelfde beoogt als dit besluit, het decreet van 30 november 2018 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2019 als wettelijke basis heeft;

Overwegende dat deze wettelijke basis slechts één jaar geldig was;

Overwegende dat de Regering beslist heeft, de steunmaatregel betreffende de incentives ter bevordering van uitrustingen die het energieverbruik en de geluidsemissies verminderen, voort te zetten;

Dat de terugwerkende kracht van de administratieve akten aanvaard wordt wanneer ze noodzakelijk is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een feitelijke of juridische toestand en voor zover daarbij rekening wordt gehouden met de eisen inzake rechtszekerheid en individuele rechten;

Overwegende dat een nieuwe wettelijke basis nodig is en dat deze vastgesteld is bij artikel 44 van het decreet van 19 december 2019 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020;

Overwegende dat, gelet op het voorgaande, het passend is dat de Waalse reglementering met terugwerkende kracht op 1 januari 2020 uitwerking heeft;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de onderneming : de natuurlijke of rechtspersoon die een voertuig bezit, waarvoor de verkeersbelasting in het Waalse Gewest verschuldigd is;

2° de bedrijfszetel : de vestigingseenheid bedoeld in artikel I.2., 16° van het Wetboek van economisch recht;

3° het voertuig: het motorvoertuig, het samenstel van voertuigen of aanhangwagens bedoeld of gebruikt, al dan niet gedeeltelijk, al dan niet uitsluitend, voor het vervoer over de weg van goederen en waarvan het maximaal toegestane totaalgewicht meer dan 3,5 ton bedraagt, met uitzondering van het motorvoertuig, het samenstel van voertuigen of aanhangwagens, gebruikt op beperkte manier op de openbare weg;

4° de Minister : de Minister die voor Leefmilieu bevoegd is;

5° de Administratie : de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling, Onderzoek.

Art. 2. § 1. Overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun kan de Minister of zijn afgevaardigde een premie toekennen aan de onderneming die :

1° minstens één bedrijfszetel in het Waalse Gewest heeft;

2° een uitrusting die het energieverbruik en de geluidsemissies vermindert, in een voertuig installeert;

3° geen incentives heeft genoten krachtens het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen of van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen;

4° met een verklaring op erewoord van de verantwoordelijke van de onderneming aantoonde dat ze aan de fiscale en sociale wetgevingen en reglementeringen voldoet of die zich ertoe verbindt daaraan te voldoen binnen de door het Bestuur bepaalde termijnen.

Wat punt 4° betreft, kan het Bestuur, in voorkomend geval, de onderneming erom verzoeken de nodige documenten en bewijzen te overleggen.

§ 2. De Minister bepaalt de in § 1, lid 1, 2°, bedoelde uitrustingen alsook het bedrag van de overeenstemmende premie.

Het maximumbedrag van de premie wordt evenwel beperkt tot 5000 euro per voertuig en tot 15000 euro per onderneming.

De onderneming krijgt één premie per voertuig.

Art. 3. § 1. Op basis van een door de Administratie bepaald standaardformulier vraagt de onderneming de in artikel 2 bedoelde premie.

§ 2. De premieaanvraag wordt ingediend binnen de drie maanden te rekenen van de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* of in de drie maanden te rekenen van de laatste factuur voor de uitrusting bedoeld in artikel 2, § 1, lid 1, 2°.

De facturen worden tussen 1 april 2019 en 31 december 2016 uitgegeven.

De onderneming dient één enkele premieaanvraag per voertuig in. Eén premieaanvraag kan evenwel op één of meerdere voertuigen betrekking hebben.

§ 3. De onderneming die de in artikel 2 bedoelde premie vraagt, bezorgt de Administratie:

1° met een verklaring op erewoord van de verantwoordelijke van de onderneming, een lijst van de de-minimissteun ontvangen tijdens de twee laatste aanslagjaren en het lopende aanslagjaar;

2° het bewijs van de installatie en de betaling van de in artikel 2, § 1, 2°, bedoelde uitrusting.

§ 4. De Administratie vereffent de in artikel 2 bedoelde premie in een schijf wanneer de onderneming hem het bewijs van de installatie en van de betaling van de in artikel 2, § 1, 2°, bedoelde uitrusting levert.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2020.

Art. 5. De Minister bevoegd voor economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 juni 2020.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS